



réseau

des territoires pour l'économie solidaire

Édito

Ensemble pour construire l'ESS

Le 9 Décembre dernier, le RTES organisait sa troisième Journée nationale d'échanges et de débats, au centre de congrès Diagora de Labège, commune du Sicoval (agglomération de Toulouse-Est, adhérente du Réseau). Après Paris et Lille, c'était donc au tour de la métropole occitane d'accueillir la soixantaine de représentants des territoires adhérents et des réseaux d'acteurs de l'ESS, la journée étant co-organisée avec le Mouvement d'économie solidaire. L'occasion pour le président de la Région Midi-Pyrénées, Martin Malvy, d'annoncer l'adhésion de sa collectivité au RTES qui compte donc d'ores et déjà neuf régions et bientôt douze, avec l'arrivée annoncée de Champagne-Ardenne, Bretagne et Paca. Le RTES regroupe donc un large éventail de territoires solidaires, de la commune à la région en passant par les agglomérations, la bonne taille pour intervenir dans la co-construction des politiques publiques de développement de l'ESS en cours à tous les échelons. Particulièrement, pour veiller à une prise en compte pertinente de l'ESS dans les Schémas régionaux de développement économique (SRDE) en cours d'adoption dans toutes les régions.

Le bureau du RTES

Mercredi 5 juillet

Quatrième journée nationale d'échanges et de débat du RTES
Palais du Luxembourg, Paris

« *Coopération décentralisée et Économie Sociale et Solidaire* »

(Voir programme en page 8)

Nouveaux horizons

Au lendemain de son troisième rendez-vous réussi, le RTES aborde renforcé sa quatrième année d'existence. Fort d'une quarantaine de territoires, représentatifs par leur taille et leur situation régionale de la diversité nationale, le réseau s'est nourri de ces échanges qui ont bien mis en avant la dynamique du partenariat entre actions des collectivités et initiatives des acteurs. Cette approche peut amener à construire un modèle innovant de développement économique territorial. Des démarches et dispositifs concrets mis en place sur les territoires, présentés à Toulouse, il reste encore à évaluer et explorer tous les possibles avant de s'engager sur la voie d'une généralisation. L'assemblée réunie a retenu l'idée d'étudier et de populariser une cinquantaine d'expériences particulièrement significatives.

Parallèlement, et toujours dans la foulée des journées de Toulouse, le bureau du RTES poursuit le travail commun engagé depuis quelques mois avec le Mouvement d'Économie Solidaire en se centrant sur l'évaluation des Schémas régionaux de développement économique (SRDE). La place faite à l'ESS dans ces documents qui tracent les grands axes des politiques régionales pour une mandature constitue un bon indicateur de la situation actuelle et de ses potentialités. Une journée d'étude en fin d'année rendra compte de ce travail commun.

Mais en ce début d'année, Cap au Sud. Représenté à Dakar, en novembre dernier, pour la troisième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité, le RTES souhaite accentuer son action au service du développement international de l'ESS. À l'été, la prochaine journée d'études et de débat du Réseau abordera la contribution de l'ESS aux actions de coopération décentralisée menées de multiples façons par collectivités et acteurs.

Christiane Bouchart

Présidente du RTES

1 Plaine commune 93

La « Plaine-Co » a un Plan

Dans le 93, la communauté d'agglomération de Plaine Commune, qui associe depuis six ans, Saint-Denis, Aubervilliers et six autres communes, compte 300 000 âmes, 50 000 étudiants, et plus de 10 000 entreprises. Elle vient de se doter de la compétence ESS, d'en confier la mise en œuvre à une équipe de deux personnes logée au sein du Service Développement Local du Département Développement Économique... et de rejoindre le RTES. Convaincue que L'ESS est essentiellement une démarche citoyenne, l'action communautaire s'est donnée pour objectifs de soutenir et de promouvoir ces initiatives d'utilité sociale.

En lien avec ses compétences, l'agglomération se centre sur les domaines de l'insertion, du logement, et de l'environnement et entend développer en étroite partenariat avec les huit villes membres, des initiatives relevant du commerce équitable, des services de proximité et de l'épargne solidaire.

Les axes du projet ESS

- *Consolider les réseaux*
- *Animer une réflexion collective*
- *Développer les financements solidaires*
- *Associer l'ESS à la construction du plan communautaire pour l'activité et l'emploi*
- *Faciliter l'accueil des structures existantes et naissantes de l'ESS*
- *Promouvoir l'ESS*

Le projet ESS balaie large, de l'insertion de clauses dans les marchés publics à l'étude d'un fonds relais pour les structures en attente de fonds publics, mais avec toujours deux soucis principaux :

– Intégrer l'ESS à la problématique économique générale du territoire (chartes « Entreprises & territoire »,

accompagnement des projets, offre adaptée de locaux) ;

– S'efforcer de mieux faire connaître et comprendre l'ESS : création en cours d'un espace dédié à l'ESS sur le site web de Plaine Commune (www.plainecommune.fr), insertion de l'ESS dans les futures Maisons de l'emploi... et organisation, chaque année dans une ville différente, d'un forum de l'Économie Sociale et Solidaire.

À l'été 2006, ces axes devraient constituer l'armature d'une des premières conventions pluriannuelle concernant l'ESS passée entre une agglomération et la Région Ile de France.

☛ **contacts : Nicole Riou - Conseillère Communautaire déléguée à l'ESS / maire-adjoint de Stains**
jacques.hardy@plainecommune.com.fr
marianne.villain@plainecommune.com.fr

1 Grenoble

Des projets à l'appel

Pour la troisième année la Métro vient d'achever son appel à projets pour le développement de l'économie sociale et solidaire. Un comité de suivi composé à la fois d'acteurs coopératifs, mutualistes et associatifs, de collectivités locales et d'entreprises privées, contribuera au financement d'une dizaine d'actions pour un montant total de 60 000 € : actions de sensibilisation à l'ESS dans les entreprises et les médiathèques de l'agglomération, création d'un lieu ressource autour du vélo, observatoire statistique de l'économie sociale et solidaire, soirées de formation et d'information des acteurs, développement d'une restauration collective à base de produits bio, équitable ou issus de l'agriculture locale, édition d'un guide du shopping solidaire et soutien à la création d'AMAP (Association de Maintien de l'Agriculture Paysanne).

La prise en charge de ces subventions est assurée à parité par le conseil régional, au titre du contrat d'agglomération, et la Métro.

Ces projets s'ajoutent à la cinquantaine d'actions soutenues depuis 2003 pour un montant cumulé de 600 000 €.

☛ **contact : Yannick Vigignol - chargé de mission ESS**
yannick.vigignol@lametro.org

1 Ile-de-France

La région s'engage

À la suite d'un rapport cadre détaillé, présenté à l'automne dernier, le Conseil régional d'Ile-de-France a adopté, fin 2005, une délibération qui dessine le profil de l'ESS pour les cinq ans à venir. Le vote du budget 2006 a permis d'allouer d'ores et déjà 11 M € au secteur, le volume global du budget ESS envisagé pour la fin de la mandature étant de 30 M €.

Le constat de départ est que, bien que pesant 10 % de l'activité économique régionale et dotée d'un important potentiel de progression, l'ESS reste encore un secteur mal connu. Le rapport-cadre propose donc d'agir à la fois sur l'offre et la demande d'activités en déclinant une série de mesures pour accompagner les projets de l'idée à la cession. En amont du projet, il s'agit de repérer les idées et les potentiels et d'encourager le développement d'activités spécifiques. La Région propose également de réfléchir à la mise en place d'un système de duplication des activités pertinentes. Dans la phase de création ou de développement du projet, l'appui régional s'articule autour de différents outils : accompagnement, conseil, formation, et financement. Les besoins des acteurs du secteur étant particulièrement liés à l'accès aux ressources financières, la Région propose de développer un ensemble d'outils de financement : avances remboursables, prêts, garanties. La création d'un fonds d'investissement régional permettant de mobiliser l'épargne francilienne pour des projets d'ESS constitue l'une des propositions les plus novatrices du rapport. Il sera doté dès la première année de 2,5 M € et devrait atteindre 10 M € en fin de mandature ••• **suite page 7**

INITIATIVES DES TERRITOIRES

... Afin de faciliter particulièrement l'accès à l'emploi au sein de structures de l'économie sociale et solidaire, 200 emplois-tremplins seront financés cette année. La structuration des acteurs du secteur passe aussi par la mise en place de conventions sectorielles et territoriales, la création d'un centre régional de ressources de l'ESS, et le soutien de filières spécifiques de l'ESS : insertion par l'activité économique, commerce équitable, services à la personne et services à l'environnement, ou éco-filières. Enfin, la Région travaille en direction des publics exclus afin de permettre l'accès aux services bancaires et à l'assurance et encourage la constitution de systèmes d'échanges complémentaires.

contact : www.iledefrance.fr

Nantes-Métropole

Faire de l'ESS une politique publique à part entière

La démarche d'ESS sur le territoire de Nantes Métropole, entamée dès 2001, vient de déboucher sur un véritable plan triennal de développement. Entre-temps, on est passé par une meilleure inter-connaissance des acteurs et une reconnaissance par les intervenants publics de tous échelons, communal et communautaire.

Dès 2001, un élu communautaire, Jean-Philippe Magnen, est missionné pour piloter une mission permettant de cerner les contours de l'économie sociale et solidaire sur l'agglomération nantaise, vite suivie d'un programme d'actions visant à en promouvoir le développement. Rapidement, la création d'un inter-réseau des acteurs de « l'ESS » sur l'agglomération va s'attacher à définir les outils nécessaires : structures d'accompagnement, outils financiers, animation des cinq grands secteurs

d'activités (services de proximité, environnement, culture...) et organisation d'événements : Semaine de l'économie sociale et solidaire en 2002, journées d'étude en 2003 et 2004, colloque sur « Politiques publiques et ESS » en juin 2005.

Cette première phase expérimentale s'achève à l'été 2005 sur un bilan encourageant : l'économie sociale et solidaire est maintenant reconnue sur l'agglomération, comme un secteur économique à part entière, facteur d'équilibre du territoire, créateur d'emplois, d'activités et de services à la population. Sur Nantes Métropole, l'ESS représente 2 219 établissements pour 29 172 emplois... On aperçoit aussi qu'elle est la seule forme de l'économie à intervenir simultanément sur les trois sphères qui traversent toutes les politiques publiques : l'emploi, l'utilité sociale et la démocratie participative.

Le plan triennal d'actions pour l'ESS, 2006-2008, adopté en fin d'année par le conseil communautaire, a maintenant pour objectif essentiel d'inscrire durablement l'ESS comme une politique publique à part entière. C'est pourquoi, parmi les grands axes définis par le programme, outre un soutien renforcé aux porteurs de projets et au développement des finances solidaires, on trouve prioritairement le soutien à l'innovation (filières émergentes, recherche, expérimentation), et à la professionnalisation du secteur par l'évolution des structures (passage de l'association à la SCOP ou SCIC, promotion de l'entrepreneuriat collectif), la création d'un cadre partenarial pour favoriser la coopération entre acteurs et collectivités.

contact : **Jean-Philippe Magnen**
Conseiller communautaire
jean-philippe.magnen@mairie-nantes.fr



Juin, le mois des Ecosolies

L'association des Ecosolies propose un mois de juin 2006, pour construire un monde solidaire ouvert sur le monde. Emanation des acteurs de l'inter-réseau, l'association est née de la réflexion construite au fil des journées d'études. Regroupant 65 structures, sa vocation est de faire connaître l'ESS aux habitants de l'agglomération et de construire de nouvelles façons de travailler entre réseaux et avec les collectivités locales. Le prochain moment-clé du plan d'actions sera l'événement que l'association organise en juin prochain répondant au triple enjeu de donner plus de visibilité aux acteurs et initiatives de l'ESS, mobiliser l'ensemble des territoires de l'agglomération, et tout particulièrement les quartiers d'habitat social, et démontrer l'exemplarité de la dynamique collective et de la démarche participative à l'œuvre au sein de l'ESS.

www.ecosolies.fr

VIE DU RÉSEAU

Agenda**1, 2 et 3 juin**

Grenoble

**«Les enjeux européens de l'ESS»
5^e édition du Colloque du réseau
inter-universitaire de l'ESS**Avec la participation des réseaux
RTES et REVEScolloqueESgrenoble@iep.upmf-gre-
noble.fr**Troisième Forum d'innovation
sociale**Les acteurs de l'ESS grenobloise
présenteront leurs réalisations
et débattront autour de 5 thèmes :

- démocratisation
- création et mutualisation
- gouvernance
- politiques publiques d'ESS
- accompagnement des émergences

Mercredi 5 juilletPalais du Luxembourg, Paris 6^e**4^e Journée nationale
d'échanges et de débats du RTES
«Coopération décentralisée
et Économie Sociale et Solidaire»**

La plupart des coopérations avec les pays du sud, ont investi en priorité dans un appui institutionnel pour faire progresser la vie démocratique et administrative des collectivités partenaires. Toutefois un volet concernant le développement économique du territoire concerné est aussi inscrit au programme et parfois de véritables échanges économiques et transferts de bonnes pratiques se sont installés entre territoires en coopération.

Parmi les questions abordées durant cette journée :

Où en est l'ESS dans les pays du sud ? Quels sont les enjeux pour son développement ? Existents-ils des projets de coopération qui intègrent cette dimension économique ? Comment

puiser dans les pratiques du sud des modèles pour développer l'ESS dans les pays du nord ? Connaît-on des projets originaux ? Quelles sont les méthodes de co-production entre les deux collectivités pour définir leurs programmes sur le champ économique ? Jusqu'où peuvent-elles intervenir dans ce développement et cette promotion ? Jusqu'où les collectivités du nord peuvent-elles intervenir ? Où doit s'arrêter leur intervention ? Quelle place pour le commerce équitable, le tourisme solidaire ? Quels liens entre organismes financiers du Nord et du Sud ? Quels sont les grands réseaux et organismes internationaux susceptibles d'être sollicités ?

Programme de la journée**Matin 9h15**

Accueil des participants
par MC Blandin, Sénatrice
et Christiane Bouchart,
Présidente du RTES
et Maire-adjointe de Lille

10h-11h

Première intervention : L'économie
solidaire dans les pays du sud ?
Intervenant du RIPESS

11h-12h

Où en est la coopération
décentralisée ?

13h 30 à 15h 30

Présentation de projets en cours :
- une expérience d'une collectivité
française
- une expérience d'une ONG
de développement économique
- une expérience d'un témoin
du sud

16h 30

Grand témoin et perspectives

17h 30

Conclusions

D'autres rendez-vous**www.rtes.fr****Les collectivités
locales adhérentes**

Conseil régional Bourgogne
Conseil régional Haute-Normandie
Conseil régional Ile-de-France
Conseil régional Languedoc-Roussillon
Conseil régional Midi-Pyrénées*
Conseil régional Nord-Pas-de-Calais
Conseil régional Pays de la Loire *
Conseil régional Poitou-Charentes
Conseil régional Rhône-Alpes *
CA Dijonnaise (Comadi)
CA Grenoble-Méto
CA Nantes Métropole
CA Rennes Métropole
CA Plaine Centrale (94)
CA SICOVAL Toulouse
CU Creusot-Montceau-les-mines
CC du Val de Drôme
SIVOM Accord St Marcel (71)
Ville d'Argentan
Ville d'Audincourt
Ville de Champigny s/Marne
Ville de Cherbourg-Octeville
Ville de Chevilly-la-rue
Ville de Grenoble
Ville de Lille
Ville de Lyon
Ville de Pantin
Ville de Paris
Ville de Saint-Denis
Ville de Saint-Fargeau-Ponthierry (77)
Ville de Seclin
Ville de Villeneuve-d'Ascq
Ville de Wattrelos
* *adhérents récents*

Les contacts dans les régions

Est (Alsace/Bourgogne/France-Comté)
Pierre Jacob (Sivom Accord)
tél. : 03.85.42.54.51
sivom.accord@wanadoo.fr

Ile-de-France
Maud Lelièvre (Ville de Saint-Denis).
tél. : 01 49 33 62 23
maud.lelievre@club-internet.fr

Nord
Florence Lecocq (Ville de Villeneuve d'Ascq).
tél. : 03 20 43 50 38
flecocq@mairie-villeneuveascq.fr

Ouest [Bretagne/Pays de Loire/ Normandie(s)]
Alain Yvergniaux (Cité agglomération de Rennes).
tél. : 02 23 25 05 05
a.yvergniaux@wanadoo.fr

**Sud-Est (Rhône-Alpes/
Languedoc-Roussillon/Paca)**
Colette Fillion-Nicollet (Ville de Grenoble)
tél. : 04 76 76 35 60
colette.fillion-nicollet@ville-grenoble.fr

Sud-Ouest (Poitou-Charentes/Midi-Pyrénées)
Henri Arevalo (Cité d'agglomération Sicoval).
tél. : 05 61 75 21 21
henri.arevalo@wanadoo.fr

Direction de publication : Christiane Bouchart
Rédaction : Michel Dughéra [Agence Epices]
mdughera@agence-epices.com - 01 42 77 10 00
& Murielle Boudou (Adepes)
Design : J.-M. Pubellier marcpub@wanadoo.fr
Impression : Artésienne - tirage : 2000 ex.

Troisième journée nationale d'échanges et de débats du RTES

Partenaire sur les territoires

Voilà cinq ans que des collectivités locales se sont mobilisées pour accompagner des démarches de développement de l'ESS, rejointes depuis 18 mois par la quasi totalité des régions. Simultanément, les acteurs de terrain ont continué à poursuivre leur travail d'innovation, d'expérimentation et de diffusion de leurs pratiques, dans un contexte économique et social qui se durcissait. Le 9 décembre dernier, le réseau des territoires pour l'économie solidaire, réunissait ses membres et des représentants des réseaux d'acteurs à Toulouse pour s'interroger collectivement sur les démarches et les dispositifs concrets mis en place qui esquissent un nouveau modèle de développement territorial.

9 décembre, Espace Diagora, Labège (31)

«**S**ouvent, au mieux, les élus prennent l'ESS, pour l'économie du secteur sanitaire et social, en y ajoutant l'insertion», c'est ce que notait Philippe Hervieu, vice-président en charge de l'ESS de la Région Bourgogne, lors de la première table-ronde du matin consacrée au partenariat entre collectivités. Ce qui ne l'a pas empêché de batailler avec succès pour annexer un programme régional de développement de l'ESS au Schéma régional de développement économique (SRDE) ; qui plus est, un programme doté d'un budget propre transverse à plusieurs domaines (insertion, politique de la Ville, culture) et d'un directeur référent. Car s'il est vrai que l'échelon régional s'avère le plus sensible à l'ESS, dix-huit régions s'étant dotées explicitement de la compétence en la confiant généralement à un vice-président, c'est encore souvent sans lui accorder des moyens financiers et humains adéquats. Néanmoins pour Henri Arévalo, vice-président du Sicoval (agglomération de Toulouse-Est) et trésorier du RTES : « les régions ont bien un rôle essentiel à jouer dans le développement de l'ESS face au désengagement de l'Etat ». Et, réciproquement, l'ESS peut incarner un nouveau modèle de développement territorial qui s'ouvre à la co-construction des politiques publiques entre collectivités de différents niveaux et acteurs de terrain.

Ainsi en Midi-Pyrénées, le nouvel appel à projets ESS lancé fin 2005 s'adresse aux 36 Pays et parcs naturels du territoire régional. Doté d'un million d'euros, le soutien



régional prévu sur trois ans, consistera initialement en une aide au diagnostic des territoires ouvrant à un soutien à l'expérimentation sur deux ans dans les domaines des services de proximité, des circuits courts alimentaires et des solidarités Nord-Sud.

En Champagne-Ardenne, territoire en cours d'adhésion au réseau, le Programme de développement régional de l'ESS est baptisé PROGRESS. Ce programme transversal, porté par le vice-président régional au développement économique, mobilise des fonds dans trois budgets, le Développement économique, la Formation professionnelle et l'Aménagement du territoire, et s'appuie sur une relation politico-administrative associant l' élu, un membre de son cabinet, un directeur général adjoint et la chargée

de mission ESS. Le programme fédère les énergies via un comité de pilotage stratégique où l'on trouve les élus régionaux, les services de l'État et les têtes de réseau de l'ESS, en particulier la CRES.

En PACA, l'accent est mis sur la co-construction avec les acteurs via un séminaire de l'ESS qui a couru sur 18 mois à raison de réunions trimestrielles, au sein de cinq ateliers.

Enfin, dans la Région Nord-Pas de Calais, on a garni la boîte à outils en s'inspirant du plan régional de développement de l'ESS conclu en 2002 sur le modèle des plans sectoriels comme celui du textile, pour en proposer des déclinaisons locales, déjà mises en œuvre à Lille, Seclin et Villeneuve d'Ascq et bientôt à l'échelle de l'agglomération lilloise.

Néanmoins tout est loin d'être réglé, ces démarches innovantes restent fragiles au sein des institutions régionales.

Modes d'entreprendre, de financer, de consommer, de rendre des services d'utilité sociale : tous les secteurs de l'économie peuvent être questionnés à l'aune de l'ESS. Elle permet entre autres, de ré-introduire le débat dans les assemblées régionales sur les définitions, les valeurs, les buts et les mesures du développement économique. Elle amène, par exemple, à faire reconsidérer l'évidence des soutiens accordés aux entreprises dites «privées». La Région PACA a même proposé de demander aux entreprises soutenues de faire figurer son logo sur leurs supports de communication, comme il est de règle, par exemple, dans le champ culturel... la proposition a fait un tollé mais n'est pas pour autant abandonnée.

Jean-Louis Laville, invité à conclure la journée, voyait dans les services de proximité, actuellement en pleine réorganisation, le terrain idéal pour comparer les mérites respectifs des différents modèles d'entreprendre : privé, public et solidaire ; et se déclarait plutôt confiant dans la capacité des initiatives d'ESS à faire la preuve de leur pertinence sociale et économique. Une confiance, qu'acteurs du MES et élus du RTES revendiquaient aussi pour eux-mêmes, en proposant, en conclusion des travaux de la journée, de suivre et de mettre en évidence cinquante territoires d'expériences, rendus fertiles par des combinaisons variables d'engagement des acteurs, de soutien des élus et de créativité administrative.

Dakar 2005



Troisième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité

Du 22 au 26 novembre 2005, 1 200 personnes venues de 66 pays, jeunes, élus, représentants d'association, de gouvernements, d'ONG, de coopératives et de mutuelles, se sont données rendez-vous à Dakar (Sénégal), pour la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire. Parmi eux, Muriel Boudou de l'Adépés, agence de développement de l'ESS en Midi-Pyrénées, partenaire du Sicoval, territoire adhérent du Réseau qui rend compte ici de sa vision de l'évènement.



Suite aux rencontres de Lima en 1997 et de Québec en 2001, l'Afrique a accueilli la troisième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité sur le thème « Renforcer le pouvoir d'agir des peuples », co-organisée par le GSESS (Groupement Sénégalais d'Économie Sociale et Solidaire) et le RIPESS (Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire). (voir encadré, page 6)

Tenues tous les quatre ans, ces rencontres marquent la volonté des acteurs de constituer des réseaux au niveau continental puis intercontinental pour promouvoir et rendre lisible l'Économie Sociale et Solidaire, et peser sur les décisions prises dans les grandes instances internationales (OMC, UE...).

Parmi les délégations européennes, on constatait une forte présence belge, un contingent espagnol fourni essentiellement par le REAS (Réseau de l'Économie Alternative et Solidaire), une présence italienne via la Banca Ethica et le réseau européen des finances et banques solidaires (Inaise), et enfin une délégation irlandaise. C'est le Mouvement d'Économie Solidaire qui avec ses 35 membres issus de multiples réseaux régionaux dont Adépés, mobilisait le plus d'acteurs français, au côté d'Euronet, Rêves, CCFD, CEGES, et du RTES, représenté par sa présidente, Christiane Bouchart et son trésorier, Henri Arévalo.

Ils ont pris part aux différentes activités pour valoriser les initiatives solidaires prises par les territoires adhérents

La marche populaire pour l'ESS dans les rues de Dakar

Plus de 3000 personnes ont sillonné au rythme des percussions et sur les pas des danseurs les 4 km du parcours le parcours, qui s'étirait, du centre-ville au stade. Sur les banderoles déployées, on pouvait lire : « Pour un partage équitable des ressources », « Solidarité pour l'accès des femmes au crédit ».

et présenter le Réseau aux élus présents afin d'impulser des dynamiques comparables dans d'autres pays. Une occasion pour les intervenants de montrer aux autres participants le rôle de la gouvernance locale dans le développement solidaire des territoires.

Cette rencontre proposait un vaste programme : ateliers (échanges d'expériences), caucus (groupe de travail), rencontres continentales (regroupement des réseaux nationaux par continent) et séances plénières. Ces activités se sont organisées particulièrement autour de 6 thèmes :

- Les finances solidaires
- Les alternatives populaires aux privatisations
- Le développement local
- Le dialogue État/société civile
- Le commerce équitable
- La promotion de l'Économie Sociale et Solidaire

Au-delà des temps d'échanges, cette rencontre prévoyait également une série de manifestations culturelles et populaires : des visites d'expériences locales, un village intercontinental du commerce équitable, une marche populaire dans Dakar, un « panel des Gouvernements ».

Le panel des gouvernements

Ces dernières années, des gouvernements, ayant compris l'importance et les enjeux de la promotion de l'économie sociale et solidaire, ont mis en place des mécanismes d'accompagnement des initiatives qui en relèvent. Certains pays d'Amérique Latine développent des soutiens à l'économie solidaire dont le Venezuela, le Costa Rica, l'Uruguay et l'Argentine. De même au Nord, le Canada, qui a mis en place des secrétariats d'appuis aux initiatives d'ESS, la France ou la Belgique. En Afrique, plusieurs gouvernements ont mis en place des Ministères ou départements chargés de la promotion des entreprises d'ESS. C'est le cas du Sénégal et du Burkina-Faso, du Mali, etc. On note une prise de conscience des acteurs publics aux côtés de ceux de la société civile qui n'ont cessé de porter les différentes dynamiques de promotion de l'ESS, à travers les continents. Dakar 2005 a été un moment de rencontre entre ces deux pôles pour un dialogue entre société civile, entrepreneurs de l'ESS et représentants d'États.

À cet effet, un panel fut organisé à l'intention des gouvernements, suivi d'une rencontre entre promoteurs étatiques et représentants de la société civile. L'objectif de ce panel était de réunir une douzaine de représentants gouvernementaux possédant, ou ayant possédé, un département gouvernemental consacré à l'économie sociale et solidaire, et différentes personnes de la société civile pour présenter leurs expériences, dresser le bilan de leurs apports dans le domaine et dégager des pistes de collaboration et de partenariat. Parmi les acteurs gouverne-

TRANSVERSALE(S)

mentaux, on peut noter la présence de M. Michel Kamano, Président du conseil économique et social de la République de Guinée, et de Mme Els Van Weert, Secrétaire fédérale à l'Économie sociale et au Développement durable en Belgique.

La rencontre s'est terminée par l'annonce de pistes de réflexions et de travail issus des différents temps d'échanges et réunis dans une déclaration finale.

Parmi les propositions figurant dans cette déclaration, on retrouve la promotion de la responsabilité sociale des entreprises, du commerce équitable à toutes les échelles, le développement des finances solidaires, la reconnaissance des jeunes et des femmes dans l'Économie Sociale et Solidaire.

La dynamique du RTES s'inscrit parmi certains axes de mobilisation et d'engagements évoqués à l'issue de la rencontre : « développer un partenariat durable entre décideurs politiques et société civile pour la co-production de politiques publiques et encourager les autorités publiques à l'intercommunalité et à s'organiser à tous les niveaux en réseau pour mieux affirmer l'Économie Sociale et Solidaire dans l'espace institutionnel » (Déclaration finale de Dakar 2005).

RIPSS

Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire

Il a pour mission de renforcer les dynamiques d'échanges intercontinentales et les différentes façons de penser l'économie sociale et solidaire. À l'échelle intercontinentale, il réunit plus de 60 réseaux et organisations autour de la promotion internationale de l'Économie Sociale et Solidaire en tant qu'alternative constructive et durable à la pauvreté, l'exclusion sociale et les injustices dans les relations internationales.

Les initiateurs du RIPSS sont des organisations qui animent des réseaux nationaux, notamment le « Grupo Red de Economía Solidaria del Peru » qui a organisé la première Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité à Lima au Pérou en 1997, le Groupe d'Économie Solidaire du Québec qui a réalisé la seconde au Canada en 2001, et le Groupe Sénégalais d'Économie Sociale et Solidaire qui a préparé la troisième Rencontre à Dakar.

Les activités du RIPSS sont principalement animées par deux organes :

- un Comité International de Liaison (CIL) qui s'attache à établir les orientations stratégiques du Réseau, composé de délégués originaires principalement d'Afrique, d'Amérique latine, et d'Amérique du Nord.
- une équipe technique basée à Dakar composée de professionnels volontaires et salariés.

Dakar 2005 aura permis d'établir un dialogue entre la société civile et les pouvoirs publics. Pour la première fois depuis l'institution des rencontres internationales sur la globalisation de la solidarité et pendant deux jours, des élus de plusieurs pays (Belgique, Canada, Brésil, Mali, Sénégal, Cameroun, Niger et Conseil de l'Europe) et d'autres représentants non officiels ont discuté avec des représentants de l'économie sociale et solidaire sur les avenues possibles. Il y a cinq ans, cela n'existait même pas. Le partage d'expériences entre Nord et Sud a permis une connaissance réciproque et la création de liens tangibles entre toutes ces personnes engagées dans le développement de l'économie sociale et solidaire.

La quatrième édition du RIPSS est prévue en Belgique au printemps 2007 puisque ces rencontres s'inscrivent dans une alternance nord/sud. Rendez-vous donc entre Ostende et Bruxelles avec des acteurs et promoteurs de l'Économie Sociale et Solidaire venus de tous les continents !

Murielle Boudou

Animatrice de *Pour une Économie Solidaire*, revue de l'Adépés (Midi-Pyrénées)

GSESS

Groupement Sénégalais d'Économie Sociale et Solidaire

Membre du RIPSS, le GSESS est composé des principaux acteurs de la société civile et du développement du Sénégal. Il a pour mission de donner de la visibilité à ses membres et de favoriser le partage d'expériences.

En prélude à la troisième rencontre, les acteurs sociaux africains, se sont retrouvés à Bamako au Mali du 23 au 25 juin 2005. Cette rencontre interafricaine a permis de dégager une vision africaine du concept d'économie sociale et solidaire et de faire progresser le point de vue africain au plan international. À cette occasion le GSESS a organisé une Caravane Populaire reliant Dakar à Bamako. Ainsi, 80 acteurs sénégalais de différents secteurs de l'économie sociale et solidaire ont rencontré d'autres acteurs locaux venus du Mali, de Guinée, de Gambie et de Guinée Bissau en vue de renforcer les échanges économiques entre les producteurs sous-régionaux sur le modèle de l'économie sociale et solidaire.

